

## Guillaume SARKOZY, futur bénéficiaire de la réforme des retraites ?

*Selon Médiapart, le frère du président vise le pactole du marché de la retraite complémentaire privée. Et prépare pour cela une alliance avec des acteurs semi-publics.*



Le site d'information **Médiapart** affirme jeudi 14 octobre que la **réforme des retraites** pourrait favoriser les intérêts du groupe **Malakoff Médéric**, dont le délégué général n'est autre que **Guillaume Sarkozy**, le frère du chef de l'Etat.

[Selon Médiapart](#), la réforme "va conduire à l'asphyxie financière des grands régimes par répartition" et sera donc "propice à l'éclosion de ces **grands fonds de pension** qui n'étaient pas encore parvenus à s'acclimater en France, à quelques rares exceptions près". Parmi les opérateurs privés d'ores et déjà sur les rangs, figure le groupe Malakoff Médéric.

### **Des alliés puissants**

"Il ne s'agit pas que d'une coïncidence. Mais bien plutôt d'une stratégie concertée en famille", écrit Médiapart, "l'un assèche les régimes par répartition tandis que l'autre pose les fondements du **système par capitalisation**". Le site ajoute : "Guillaume Sarkozy a engagé son entreprise dans une politique visant à en faire un acteur majeur de la retraite complémentaire privée. Et il a trouvé des alliés autrement plus puissants que lui, en l'occurrence la Caisse des dépôts et consignations (CDC), le bras armé financier de l'Etat, et sa filiale la Caisse nationale de prévoyance (CNP). Ensemble, tous ces partenaires vont créer, le 1er janvier prochain, **une société commune** qui rêve de rafler une bonne part du marché qui se profile."

"Cette société n'aurait jamais vu le jour sans l'appui de l'Elysée", écrit Médiapart. En effet, la Caisse des dépôts et consignations est une institution publique présidée par un parlementaire. Pour sa part, la [Caisse nationale de prévoyance](#) (CNP) est une filiale de la Caisse des dépôts et consignations, de la Banque postale et du groupe Caisses d'Epargne, lui-même présidé par François Pérol, ancien secrétaire général adjoint de l'Elysée.

En outre, la Caisse des dépôts gère le **Fonds de réserve des retraites**. "Pourquoi la CDC se lance-t-elle dans pareille aventure pour faire le jeu du système adverse, celui par capitalisation?", demande Médiapart. "Et pourquoi, de surcroît, le faire avec une entreprise dont le patron est le frère du chef de l'Etat?"

L'enjeu n'est pas mince. Le marché pourrait représenter "**40 à 100 milliards d'euros**" : en fonction de l'aspect final de la réforme, les Français connaîtront une baisse plus ou moins considérable du taux de remplacement, c'est-à-dire du montant de la pension rapporté au salaire, et donc se précipiteront sur les systèmes de retraite complémentaire. Médiapart publie notamment un "business plan" confidentiel, qui fixe pour objectif une part de marche de "17%" d'ici dix ans.